

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 21/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

PAPETERIES PALM

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO

37160 Descartes

Références : 2023/1186
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes sont autorisées par l'AP n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé (actualisation et abrogation des actes administratifs antérieurs).

Cet établissement fait également l'objet des actes administratifs suivants :

- l'arrêté complémentaire n° 18412 du 1er août 2008 relatif au déplacement du point de rejet des effluents liquides,

- l'arrêté complémentaire n° 18575 du 14 mai 2009 relatif à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration,
- l'arrêté complémentaire n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- l'arrêté complémentaire n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières,
- l'arrêté complémentaire n° 20205 du 14 octobre 2015 relatif aux prescriptions applicables en matière de prévention de la légionellose,
- l'arrêté complémentaire n° 20242 du 7 décembre 2015 relatif à la dérogation "fin de vie" prévue à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté complémentaire n° 20540 du 1er décembre 2017 rendant applicables les dispositions introduites par la directive IED,
- la lettre préfectorale du 14 décembre 2018 prenant acte de l'installation d'une cuve d'oxygène liquide soumise au régime de la déclaration (rubrique 4442.2 de la nomenclature).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rejets atmosphériques
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76-I	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Moyens intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.7.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.1	/	Sans objet
2	Installations désaffectées	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conception des bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.2	/	Sans objet
5	Installation électrique – Bâtiment CR	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : [...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Les éléments relatifs à l'arrêt d'exploitation des chaudières relevant de la rubrique 2910-A-1 et au projet de modification de la toiture du bâtiment CR (Centrale de Raffinage) n'ont pas été portés la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation, notamment au regard des risques et nuisances potentiels liés à l'exposition de certains équipements aux eaux météoriques..
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il a arrêté en 2020 l'exploitation des deux chaudières relevant de la rubrique 2910-A-1, de puissance totale 42,9 MW (23,2 et 19,7 MW) fonctionnant à partir de gaz naturel. Ces chaudières font l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20242 du 07/12/2015 "Dérogation « fin de vie » - Article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910". Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une partie de la toiture du bâtiment CR (Centrale de Raffinage), notamment celle qui est fragilisée du fait de la vétusté du bâtiment et qui est étayée, sera démontée à partir de novembre 2023 et devrait être finalisée en mars 2024. L'exploitant a indiqué que les équipements qui ne seront plus abrités pourront fonctionner dans cette configuration. Les éléments relatifs à l'arrêt d'exploitation des chaudières relevant de la rubrique 2910-A-1 et au projet de modification de la toiture du bâtiment CR (Centrale de Raffinage) n'ont pas été portés la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations désaffectées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.8
Thème(s) : Situation administrative, Arrêt d'activité
Prescription contrôlée : Les installations désaffectées sont débarrassées de tout stock de matières. Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air, ...) ainsi que la sécurité publique. Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, des dispositions matérielles doivent interdire leur réutilisation. De plus, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations (sectionnement et bridage des conduites, etc.). Les installations désaffectées sont démantelées et enlevées dans l'année suivant leur mise à l'arrêt définitif.
Constats : Les deux chaudières mises à l'arrêt définitif n'ont pas été démantelées et évacuées dans l'année suivant leur mise à l'arrêt définitif. L'exploitant doit transmettre une analyse des risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air, ...) ainsi que la sécurité publique. L'exploitant doit tenir à disposition de l'IIC les justificatifs d'élimination des déchets dangereux par des installations dûment autorisées.
Observations : L'exploitant a indiqué que les premières démarches ont été engagées auprès d'un prestataire extérieur afin de prévoir le démantèlement des deux chaudières mises à l'arrêt définitif (désamiantage, découpe, ...) et procéder à l'évacuation des matériaux. Les chaudières concernées sont celles relevant de la rubrique 2910-A-1 (23,2 MW et 19,7 MW, soit 42,9 MW au total) et qui fonctionnaient au gaz naturel. Il a été constaté sur site que la canalisation d'alimentation en gaz naturel de ces chaudières est déconnectée du réseau principal de gaz et que les chaudières sont présentes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : - une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-

A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : Les mesures des émissions atmosphériques de la chaudière relevant de la rubrique 2910-B-1 ne sont pas réalisées.
Observations : Caractéristiques de la chaudière : Puissance 4,6 MW ; combustible mixte : biogaz et gaz naturel. Cette chaudière relève dorénavant de la rubrique 2910-B-1 (2910-B-2 sous l'ancienne nomenclature) et est soumise au régime de l'enregistrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Conception des bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. [...] A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. [...]
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : Les allées de circulation du bâtiment CR sont dégagées. L'exploitant a indiqué que : - des tours d'étalement ont été mises en place il y a plusieurs années suite à la fragilisation de la toiture. - un contrôle de l'état de ces tours est réalisé hebdomadairement en interne et tous les trois mois par un organisme externe. - la suppression d'une partie de la toiture du bâtiment CR, notamment celle renforcée par les tours d'étalement, sera réalisée à partir de novembre de cette année et que ces travaux devraient durer jusque fin mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installation électrique – Bâtiment CR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tous points à ses spécifications techniques d'origine. [...] Un contrôle des installations électriques est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de

contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
Les résultats de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site d'exploitation.
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : Le rapport de vérification n°1897496-003-1 en date du 08/09/2023, édité par l'organisme APAVE suite à la vérification de l'installation électrique du 01/09/2023, inclut le certificat Q18 qui mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens intervention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'intervention
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.</p> <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'un système d'extinction automatique pour l'ensemble des bâtiments à l'exception des bureaux et de la station d'épuration, d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié selon les préconisations du service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>L'établissement est notamment doté de 25 RIA et 5 poteaux d'incendie.</p> <p>Les équipements sont judicieusement répartis dans l'installation, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont vérifiés selon une périodicité n'excédant pas un an.</p> <p>Pour les bâtiments réalisés après 1995, les zones de stockage de bobines de papier et le bâtiment dédié à la fabrication sont équipées de systèmes d'extraction automatiques des fumées.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p>
<p>Constats : L'installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers présente des risques de dysfonctionnement. L'exploitant doit justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque et en nombre.</p>
<p>Observations : Le fonctionnement du RIA n°4 présent dans le bâtiment CR a été testé lors de l'inspection : fonctionnement correct. Les éléments présentés par l'exploitant sont les suivants : 1. installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers : - rapport de vérification en date du 03/07/2023 édité par la société TYCO suite à la vérification réalisée le 11/04/2023 ; - le rapport mentionne 1 point de non-conformité à lever au plus vite : emplacement ou organe concerné : réserves A et B ; constat : "Depuis le nettoyage et la découverte de l'oxydation du toit, le risque d'effondrement de la toiture avec l'obturation de l'aspiration des pompes en cas de demande augmente". - le rapport mentionne également 15 "observations ou amélioration proposées".</p>

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin de maintenir en bon état l'installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers.

2. Installation d'extincteurs :

- certificat Q4 édité par la société DESAUTEL suite à la visite du 23/02/2023 ;
- il est précisé dans le certificat Q4 que l'installation présente des points de non-conformité, notamment :

"Le quantitatif extincteurs est supérieur ou égal à 20% et/ou supérieur à 20 appareils de la dotation déclarée sur la dernière déclaration N4 émise (Règle APSAD R4)".

L'exploitant doit justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque et en nombre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours